



Agriculture et Pêche



SITUATION SANITAIRE (COVID-19)

La péninsule ibérique bat tous les records d'incidence du virus dans l'UE.

L'Espagne semble être au pic de la 3^{ème} vague. Du 20 au 27 janvier, le pays a détecté en moyenne plus de 42 000 cas par jour, dont 7 à 10% correspondraient au variant anglais. La 3^{ème} vague semble atteindre un plateau, mais la courbe ne s'inverse pas encore. L'incidence du virus a grimpé à 1 000 cas pour 100 000 habitants sur les 14 derniers jours. Les régions les plus touchées sont la communauté valencienne, Castille-et-Léon, Murcie, La Rioja, Estrémadure, Castille-la-Manche et Madrid. Face au risque de saturation des unités de soins intensifs, des Communautés autonomes font appel aux hôpitaux privés, ainsi qu'à l'armée pour installer des hôpitaux de campagne. Plusieurs régions ont étendu les restrictions (notamment la fermeture complète des bars-restaurants).

Au Portugal, confinement généralisé et interdiction des déplacements à l'étranger. Le pays subit une très forte accélération de la circulation du virus depuis début janvier, avec 16 432 nouveaux cas et 303 décès enregistrés le 27 janvier. L'incidence cumulée sur les 14 derniers jours a dépassé 1 400 cas pour 100 000 habitants. Le variant britannique représenterait 50% des cas détectés à Lisbonne et dans la vallée du Tage. Le système hospitalier est proche de la saturation et le gouvernement envisage le transfert de patients vers d'autres pays européens, notamment l'Allemagne, l'Espagne et le Luxembourg. Il a durci le confinement général en vigueur depuis le 15 janvier, en fermant les écoles et les commerces non alimentaires. L'activité des restaurants est réduite aux livraisons et ventes à emporter. Les vols en provenance et vers le Royaume-Uni et le Brésil sont suspendus. Depuis le 29 janvier et pour les 2 semaines qui viennent, la frontière avec l'Espagne est fermée. Les déplacements des citoyens portugais vers l'étranger sont interdits, sauf exceptions (notamment urgences familiales ou motifs professionnels).

ACTUALITÉS AGRICOLES ET FORESTIÈRES

Politiques agricoles – Future PAC

Conclure la négociation de la future PAC, principal défi de la présidence portugaise de l'UE au 1^{er} semestre 2021. Lors de la réunion informelle des ministres de l'agriculture de l'UE du 25 janvier, la ministre portugaise, Maria do Céu Antunes, a présenté les priorités de la présidence portugaise de l'UE (PPUE) en matière d'agriculture, au premier rang desquelles la conclusion des négociations pour la réforme de la PAC, pour une agriculture plus verte et résiliente, avec des revenus pour les producteurs et des prix justes pour les consommateurs. Elle a souligné trois autres priorités : i) le développement rural pour renforcer le rôle de l'agriculture dans la lutte contre la désertification ; ii) la sécurité alimentaire, ainsi que le bien-être animal et la santé des végétaux ; iii) l'innovation, en mettant l'accent sur la numérisation du secteur agroalimentaire et en promouvant une utilisation plus durable des ressources. Elle a également insisté sur la nécessité, dans le contexte pandémique, de sécuriser l'approvisionnement alimentaire, avec des prix accessibles.

L'Espagne met l'accélérateur sur la convergence interne. A quelques jours de l'ouverture de la campagne PAC 2021, le Conseil des ministres a approuvé le décret royal de mise en œuvre de la PAC pour la transition 2021-22. Le texte comprend notamment les nouvelles modalités de convergence interne, qui visent à ce qu'aucun droits à paiement de base n'ait une valeur unitaire inférieure à 70% de la valeur moyenne régionale en 2021 (et 80% en 2022). Ce coup d'accélérateur a provoqué de vives réactions de la part de l'Andalousie et

des autres régions dirigées par le Parti Populaire, et l'opposition de la plupart des organisations professionnelles.

La fin des droits historiques inquiète les agriculteurs portugais. La Confédération Nationale de l'Agriculture (CNA) milite pour que le paiement redistributif, la modulation et le plafonnement des aides directes restent facultatifs pour les États membres. La perspective d'une généralisation des paiements à l'hectare – qui, selon la CNA, pourrait entraîner des pertes d'aides dans les petites régions agricoles, les zones de montagne et dans des secteurs tels que la viande et le lait – suscite de vives inquiétudes. La CNA demande par ailleurs un renforcement des outils de régulation du marché pour garantir des prix équitables.

[Plan de relance](#)

Les décrets espagnols pour le secteur agricole prévus à l'été. Le gouvernement publiera l'été prochain les premiers décrets royaux du Plan de relance pour l'agriculture dans le cadre de la crise Covid-19. Ils viseront à favoriser les investissements en élevage et en pépinières, moderniser les serres, encourager l'agriculture de précision (notamment en matière d'irrigation), l'efficacité énergétique, et l'économie circulaire.

Au Portugal, les entreprises agricoles et agroalimentaires bénéficieront des mesures transversales du Plan national de relance et de résilience, notamment concernant le besoin d'innovation technologique et d'incitations pour attirer les jeunes générations dans l'intérieur. Par ailleurs, le Plan prévoit une enveloppe de 93 M€ pour le Programme d'innovation en agriculture 20-30, structuré en 15 initiatives, autour de 4 piliers (société, territoire, chaîne de valeur, État). Une enveloppe de 30 M€ est par ailleurs dédiée à la relance de l'agriculture des Açores, et 665 M€ sont dédiés aux forêts.

[Vin](#)

Les vins AOP portés par la crise sanitaire sur le *retail* espagnol. Sur les 11 premiers mois de 2020, les ventes de vin sous AOP en grandes et moyennes surfaces ont progressé de plus de 30% (+39 millions de litres et 155 M€) par rapport à la période 2019. Les vins rouges ont été les plus demandés, notamment lors de la seconde vague de l'épidémie, mais ils ont moins progressé que les blancs et rosés. Toutefois, ce rebond n'a pas compensé les pertes subies dans l'hôtellerie-restauration.

En temps de pandémie, le format « bag-in-box » gagne du terrain dans les exportations de vins espagnols. Entre janvier et octobre 2020, les exportations de vins espagnols ont atteint une valeur de 2,13 Md€, en légère baisse (-4,7%) par rapport à la même période de l'année précédente. Néanmoins, depuis le premier confinement (mars 2020), une catégorie semble tirer son épingle du jeu : le vin exporté dans des conteneurs d'une capacité comprise entre 2 et 10 litres, principalement le bag-in-box, de plus en plus populaire auprès des ménages.

Chute des ventes de vins AOC *Bairrada* de 30% en 2020. Selon la Commission viticole de Bairrada (CVB), les 120 producteurs de cette AOC, située au centre du Portugal, ont subi un impact très fort car leurs vins sont très présents dans le secteur de la restauration. La CVB a produit environ 6,5 M de bouteilles en 2020, en baisse de 2,8 M par rapport à 2019.

6 M€ pour la promotion des vins portugais dans les pays tiers. Le ministère portugais de l'Agriculture réserve un budget de 6 M€ pour soutenir les entreprises exportatrices, organisations interprofessionnelles et autres opérateurs ayant des projets de promotion des vins sur les marchés des pays tiers. Les marchés prioritaires sont l'Angola, le Mozambique, le Canada, les États-Unis, le Brésil, la Colombie, le Mexique, la Norvège, la Russie, la Suisse, l'Ukraine, la Chine, la Corée du Sud, le Japon et Singapour, et le Royaume-Uni.

[Fruits et légumes](#)

Trois semaines après la tempête de neige *Filomena*, le marché espagnol reste sous tension. Les 8 et 9 janvier, les plus importantes chutes de neige depuis 1971 ont frappé le centre de l'Espagne, tandis que, dans le Sud, la région de Malaga connaissait des pluies diluviennes. Cet épisode climatique exceptionnel – qui s'est prolongé par une longue phase de gel – a provoqué d'importants dégâts dans les élevages extensifs, les oliveraies, les vergers fruitiers et les légumes d'hiver. Cette conjoncture polaire a stimulé les transactions d'agrumes, notamment de citrons – actuellement en pleine campagne – dont les prix aux producteurs se sont envolés (0,25 €/kg pour le citron Fino en semaine 2). Trois semaines après cet événement reconnu « catastrophe naturelle », l'ensemble des légumes de saison enregistre de nouvelles hausses de prix aux producteurs (courgettes +74%, chou-fleur +64%, brocolis +28%, artichauts +16%).

Fruits rouges : sous haute surveillance sanitaire, Huelva accueille les premiers travailleurs saisonniers.

En vue de la campagne des fruits rouges, la province de Huelva (Andalousie) a accueilli les 423 premiers travailleurs saisonniers contractualisés dans le cadre de l'accord entre le gouvernement espagnol et le royaume du Maroc. Sur les 500 saisonniers marocains (essentiellement des femmes) qui prévoyaient de se rendre à Huelva, 49 n'ont pas pu embarquer sur le ferry à Tanger, car leur test PCR négatif avait plus de 72 heures. Une fois débarquées au port d'Algésiras (Cadix), ces 423 marocaines ont rejoint, en autobus, les exploitations andalouses qui les ont embauchées (une cinquantaine au total), dans le cadre du dispositif d'accueil élaboré par les organisations professionnelles agricoles et le ministère de la Santé espagnol, en concertation avec Rabat. Les arrivées de travailleuses marocaines se poursuivront en février pour répondre aux besoins de main d'œuvre des exploitations de fruits rouges de Huelva, évalués pour cette campagne à 14 000 saisonniers.

Développement ininterrompu des petits fruits, fruits tropicaux et fruits secs depuis 10 ans au Portugal.

Selon l'institut national de statistiques, la surface consacrée aux petits fruits a atteint 6 100 ha en 2019. La surface de vergers de fruits tropicaux a plus que doublé (+149 %), notamment en kiwis (+126 %) et avocats (plus de 2 100 ha, principalement en Algarve). Les vergers traditionnels se sont également développés : agrumes (+16 %), pommiers (+15 %), poiriers (+55 %) et cerisiers (+20 %). S'agissant des fruits à coque, les surfaces ont presque doublé, en particulier en amandiers, dans l'Alentejo et Beira Interior.

L'avocat a le vent en poupe dans l'Algarve, une région menacée par la sécheresse. L'augmentation de la demande pour ce fruit tropical a déclenché – à l'instar de l'olivier dans l'Alentejo – une course aux nouvelles plantations intensives dans l'Algarve. Selon la Direction régionale de l'agriculture, les surfaces d'avocatiers devraient atteindre 2 000 ha cette année. Pour les écologistes, un tel développement n'est pas soutenable, compte tenu de l'aggravation du risque de sécheresse signalé par plusieurs documents d'orientation stratégique. Ils invitent les agriculteurs à miser sur des cultures moins dépendantes de l'eau.

[Huile d'olive](#)

L'Espagne donne le ton du marché mondial. Les déclarations des opérateurs oléicoles pour décembre confirment l'excellente performance des sorties d'huile d'olive sur le marché au cours du premier trimestre de la campagne, autour d'une moyenne record d'environ 148 000 t par mois. Les ventes sur le marché intérieur accumulent un volume de plus de 160 000 t, tandis que les exportations maintiennent un bon rythme mensuel (environ 280 000 t). Tirés par la baisse des disponibilités d'huile d'olive sur les marchés internationaux et le rebond de la demande intérieure après les fêtes de fin d'année, les prix aux producteurs se raffermissent, et cette conjoncture dynamique devrait se poursuivre tout au long de la campagne.

[Grippe aviaire](#)

La menace se rapproche des élevages espagnols. Le laboratoire vétérinaire central d'Algete a confirmé la détection du virus H5N8 sur 4 oiseaux sauvages (3 cigognes et une oie) retrouvés morts dans le Parc naturel des Aiguamolls de l'Empordá, à Gironne. Le ministère de l'Agriculture a rappelé à cette occasion la nécessité de renforcer les mesures de biosécurité sur les exploitations avicoles, en évitant notamment tout contact avec la faune sauvage.

[Secteur Forêt-bois](#)

Prévention des incendies. L'Institut portugais de Conservation de la Nature et de la Forêt (ICNF) a réalisé des opérations de prévention destinées à augmenter la résilience du territoire à la propagation des incendies. Ces interventions s'inscrivent dans une planification pluriannuelle et ont pour principaux objectifs de créer des zones de pare-feu dans la végétation. Elles ont également favorisé la gestion des habitats et le renouvellement des zones de pâturage.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Brexit : malgré l'accord, les exportateurs espagnols appellent à la vigilance. Même si l'accord de fin décembre a permis d'éviter l'application de droits de douane, ils s'attendent à ce que le Royaume-Uni – qui représente 10% des exportations agroalimentaires espagnoles, 5^{ème} marché avec environ 4 Md€ – légifère indépendamment de l'UE et encourage des changements réglementaires ou des avantages en faveur de pays tiers concurrents, afin de diversifier ses fournisseurs. Les opérateurs espagnols citent notamment le Maroc,

l'Algérie, l'Égypte et la Tunisie, des pays « aux normes environnementales et aux coûts de production incomparables à ceux de l'UE ».

Brexit : des préoccupations portugaises multiples. Pour le Portugal, le Royaume-Uni constitue le 1^{er} excédent commercial (274 M€ d'exportations de produits alimentaires et de boissons et 160 M€ d'importations). La Fédération portugaise des industries agroalimentaires (FIPA) a salué l'accord entre l'UE et le Royaume-Uni, mais redoute une application difficile dans le secteur agroalimentaire. La FIPA a souligné la nécessité d'agir rapidement afin que, dans cette première phase, la circulation des marchandises aux frontières soit garantie et qu'il n'y ait pas de blocages. Par ailleurs, la fédération plaide pour le respect des règles sanitaires et phytosanitaires, notamment en matière d'étiquetage des denrées alimentaires.

États-Unis : les exportateurs espagnols ne se font guère d'illusion sur le changement de politique commerciale. Selon les Coopératives agroalimentaires, l'administration américaine a toujours été « dure » dans le domaine commercial, mais avec la nouvelle ère Biden, « un espace s'ouvre dans lequel les négociations pourront au moins être canalisées et les différends résolus de manière équilibrée ».

Les exportations de fruits et légumes toujours dynamiques en 2020. L'Espagne a vu ses exportations de fruits et légumes frais augmenter de 5% en valeur en 2020, à 14,2 Md€, tout en maintenant des volumes similaires à 2019 (13,5 Mt). En effet, la production, la distribution et l'exportation de fruits et légumes se sont révélées des activités essentielles pendant la période de confinement, tandis que les ventes au Royaume-Uni – 3^{ème} marché des fruits et légumes espagnols – ont progressé de 8%. Les ventes espagnoles restent très dépendantes du marché communautaire (à 94%), sur lequel la concurrence des pays tiers s'est intensifiée.

Conjoncture favorable pour l'export agroalimentaire portugais. L'institut national de statistiques prévoit une augmentation de 2,5 % des exportations de produits alimentaires et boissons en 2021, en glissement annuel (+2,9 % pour les marchés extra-UE et +2,2 % pour les marchés UE).

PÊCHE MARITIME ET AQUACULTURE

L'accord de pêche sur le Brexit représenterait plus de 54 M€ de pertes pour le secteur espagnol. La Confédération espagnole de la pêche (Cepesca) estime à 54,3 M€ et 4 318 tonnes les pertes pour le secteur de la pêche espagnol au cours des 5 prochaines années suite à l'accord entre l'UE et le Royaume-Uni. Selon cette association, la région de Galice assumera 92% du total de ces pertes. Cepesca établit ces conclusions à partir des projections de réductions des captures d'espèces telles que le merlu, la cardine et la baudroie.

Le Portugal tente de freiner la réduction des quotas de morue. Le 21 décembre, une note ministérielle a été publiée par les autorités norvégiennes accordant à l'UE un quota de 17 885 tonnes de cabillaud, ce qui représente une diminution de 37 % par rapport à la situation antérieure. Si les intentions de la Norvège se confirment, le quota du Portugal pour la pêche au cabillaud dans la mer du Svalbard passera de 2 500 tonnes à environ 1 500 tonnes par an (le Portugal bénéficiait de 9 % des 28 000 tonnes de cabillaud que l'UE pouvait jusqu'alors pêcher). Le ministre portugais de la Mer se mobilise pour éviter une telle réduction.

La mer, une autre priorité de la présidence portugaise de l'UE. Au cours de ce semestre, les priorités portugaises porteront sur la négociation des TAC et quotas, l'approbation du Fonds européen des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture, et la tenue d'une conférence sur la politique maritime intégrée. Le Gouvernement portugais entend également garantir une politique commune solide dans le secteur de la pêche pour poursuivre sa mise en œuvre et son financement vers une gestion durable des ressources. Le Portugal souhaite avoir un « agenda bleu » fort et axé sur l'investissement.

Responsable de la publication : Shanti Bobin

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10 - 28004 Madrid

Rédigé par : Jérôme Frouté, Alvaro Espino,
avec le SE de Lisbonne : Ronan Venetz, Edna Dos Santos Ferraz

Abonnement/désabonnement : jerome.froute@dgtrésor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica



Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.